REFLEXIONS
IMPORTANTES
SUR
L'IMPÔT ^A DU TABAC.

Par M. DUVAUCEL, Fermier-général.

A P A R I S ,
DE L'IMPRIMERIE DE GUERBART,
Porte S. Jacques, et au Pont-neuf, n.º 19.

THE NEWBERY
LIBRARY

FRC. 2. 12591

Caic

FRC

18228

PLATE I

FIGURE 1

PLATE II

FIGURE 2

PLATE III

FIGURE 3

RÉFLEXIONS IMPORTANTES

S U R

L'IMPÔT DU TABAC.

On vient m'apprendre en ce moment que le rapport, concernant l'impôt du tabac, a été fait hier à l'Assemblée nationale.

Je demande envain quel plan a été proposé, l'on ne peut m'en rien dire. Mon premier mouvement a été un regret de ne pouvoir, s'il est susceptible d'objections, y faire celles, qu'une longue étude et un peu d'expérience, peut-être, auroient pu me dicter : mon second, la pensée qu'il valoit mieux, sans doute, pour la liberté de mon opinion, ne pas connoître le résultat du rapport. Grace à cette ignorance, je n'aurai point, aux yeux d'un Législateur que je respecte, le tort d'avoir prétendu le combattre ; ou, pour mieux dire, je ne combattrai point, puisque, ne sachant quelle opinion il a énoncée, ce n'est point l'attaquer, que lui soumettre la mienne.

Retiré à la campagne, pour y méditer un

travail assez important sur plusieurs objets de même nature , je vais en extraire à la hâte tout ce que j'avois cru intéressant de dire sur la question présente, et qui faisoit partie d'un ouvrage beaucoup plus étendu.

Depuis qu'on s'occupe de l'impôt , le Comité chargé de cette importante portion des travaux de l'Assemblée , a reçu , m'a-t-on dit , sur celui du tabac , plusieurs plans , plusieurs systèmes , tous opposés les uns aux autres , tous offrant à la fois des inconvéniens et des avantages , tous , par conséquent, aussi vivement appuyés que combattus.

On avoit proposé quelque tems (et dernièrement encore , un Membre de l'Assemblée en renouvella la motion), de conserver le régime actuel. Il me semble que d'invincibles obstacles s'y opposent. Premièrement , l'opinion l'a compris dans le nombre des impôts proscrits d'avance par l'imagination des Peuples. C'est une loi pour leurs Représentants , et il seroit pour eux , peut-être , aussi impossible de s'en écarter , que dangereux de le vouloir. Secondement , toutes les perceptions s'opé-

roient précédemment par une association d'agens et de moyens ; mais la plupart se trouvant détruites , les frais supportés jusqu'ici par toutes ensemble , ne peseroient plus désormais que sur le peu qui reste , et dès-lors aussi , ces mêmes frais ne seroient plus en proportion avec la recette. Troisièmement , l'ancien système comportoit des variétés , des privilèges , des exemptions : le nouveau les repousse ; il interdit , avec raison , toute différence entre les diverses parties d'un même Empire ; il établit un principe , qui jamais n'auroit dû être méconnu ; celui d'une égalité parfaite parmi tous les Membres du Corps politique , et d'une constante uniformité dans toutes les branches de son administration.

Ne pouvant conserver la forme de l'impôt , on a mis en question , s'il ne seroit pas possible de le supprimer entièrement ; mais , dans cette hypothèse ; ou , l'on ne mettoit rien à sa place , et alors , on perdroit un revenu de trente millions et plus ; sacrifice qu'assurément l'état des finances et de nos besoins ne permet pas de faire ; ou , l'on y substituoit une autre perception , et alors , comme l'a très-bien observé Mr.

Dupont, on faisoit payer à la totalité des Citoyens le remplacement d'une fantaisie, payée jusqu'ici par le petit nombre, seulement, de ceux pour qui elle étoit une jouissance ; et (ce qui prouve en deux mots l'injustice d'une pareille opération) il en résultoit, que, sur huit personnes, on en surchargeoit sept, pour n'en soulager qu'une seule.

Cette double objection a donné naissance à un autre système ; c'étoit de supprimer, non l'impôt, mais les exemptions, et d'étendre à toutes les Provinces de la France la prohibition de la culture.

Un nombre infini d'avantages naissoient de ce parti. L'uniformité du régime multiplioit le nombre des consommateurs, augmentoit la consommation par l'extinction de la contrebande, diminuoit les frais, puisqu'il ne falloit plus de barrières ; et, par ce moyen, réduisant de beaucoup le prix de la marchandise sans aucune diminution sur le ~~prix~~ produit de l'impôt, sans aucune perte pour le trésor public, qui retrouvoit la différence du prix sur l'accroissement de la vente, il en résultoit pour les Peuples un soulagement considérable : car, il étoit possible

même , de donner aux Provinces privées de leurs anciens privilèges , un dédommagement sur d'autres impositions , qui , en détruisant les inconvéniens du régime d'exceptions , n'en détruisoit pas pour elles les avantages.

On a fait contre cette opinion quelques objections qui , je crois , ne sont justes qu'en apparence , et auxquelles il est aisé de répondre.

Deux sur-tout paroissent importantes.

La première , est l'inconséquence d'adopter un régime prohibitif , au milieu des principes de la liberté.

Cette objection seroit parfaitement juste , s'il s'agissoit d'accorder le privilège de vendre une marchandise quelconque , à un ou plusieurs individus , qui profiteroient , du bénéfice , à l'exclusion , ou même au détriment de tous les autres.

Elle auroit , peut-être même encore , une apparence de réalité , si , comme auparavant , les revenus étoient plus ceux du Roi que de la Nation , on pouvoit en conclure que ce droit exclusif est un privilège du Prince , et non une convention générale au profit de la Communauté entière.

Mais ce n'est rien de tout cela ; et si une prévention aveugle ne nous empêchoit pas

Depuis long-tems de voir les choses ce qu'elles sont, on reconnoitroit, que le grand intérêt du moment est d'alimenter le trésor public; que tout moyen d'y parvenir est un gain pour la Nation; que c'est ce moyen précisément que ses Représentants sont chargés de rendre le moins onéreux possible; et que, s'il réside dans la vente exclusive d'une consommation quelconque, alors cette vente, exercée par la Nation elle-même, pour le plus grand avantage de la Nation, n'est point un privilège odieux, mais une loi bienfaisante, dont l'effet est de tourner au profit de la totalité des Citoyens, ce qui, par une vente libre, ne seroit au profit que de ceux-là seulement qui en feroient le commerce.

Ce n'est donc, il faut le répéter sans cesse, que faute de s'entendre, qu'on a attaché une idée générale de réprobation à ce mot de vente exclusive. Le moment au contraire qui remettoit les revenus publics dans les mains de la Nation, devoit rendre inviolable ce qui concouroit à les faire plus aisément et plus sûrement percevoir. Car, dès-lors, il ne s'agissoit plus d'un privilège individuel, mais d'un privilège national;

et, autant un Peuple qui s'organise doit repousser les uns, autant il doit multiplier les autres, puisqu'alors l'intérêt général s'enrichit, de tout ce qu'on retranche à l'intérêt particulier.

Et non-seulement un tel commerce, exclusivement attribué à la Nation, peut être pour elle un gain inappréciable : je soutiens encore qu'il est des cas, où c'est pour elle un devoir de se le réserver. Par exemple, s'il est démontré que la vente libre d'une marchandise (et le tabac est une de celles-là) peut entraîner des inconvéniens inévitables, que l'avidité mercantile, sous l'appas d'un gain léger, peut répandre des matières corrompues, empestées et nuisibles à la conservation des individus ; n'est-ce pas alors, comme je le disois, un devoir imposé aux délégués du Peuple, de se méfier de l'intérêt particulier, lorsqu'il s'agit d'un objet qui appartient si essentiellement à l'intérêt public ? De ne pas livrer à la mauvaise foi de quelques Négociants, ce qui peut influer sur l'existence des Citoyens ? De n'en confier enfin, la surveillance, qu'à l'administration, qui, seule, ne peut s'isoler dans ses spéculations, et dont l'intérêt n'est

autre chose que la réunion de tous les intérêts du Corps social ?

Et qu'un enthousiasme affecté pour la liberté, ne vienne pas me répondre, que ce mot seul d'exclusion est trop contraire aux principes constitutionnels ! Je n'ai qu'une seule question à faire. Pretend-on accorder à tous Citoyens le droit de battre monnaie ? Non, sans doute : eh bien ! C'est donc un droit exclusif que la Nation se réserve ; et ce qu'elle se permet par de simples motifs de politique, le refusera-t-elle à des motifs d'humanité ?

La seconde objection contre l'opinion que je discute, est la crainte que les Provinces frontières, dont elle détruit les privilèges, n'y apportassent une opposition insurmontable, ou même ne finissent par se séparer de la Monarchie. A cela je répondrai :

1^o. Que ces Provinces ont trop bien prouvé leur soumission à la constitution nouvelle, pour qu'on puisse seulement se permettre contr'elles un pareil soupçon.

En effet, elles ont adopté la division du Royaume, qui, pour l'administration, les assimile à toutes les autres, qui annule

leurs chartes de réunion ou de donation ; qui enfin les rend méconnoissables pour elles-mêmes. Elles ont accédé à la subversion de leurs tribunaux , qui , pour quelques-unes étoient inhérents à leurs constitution , et vont y substituer ceux de création nouvelle. Elles ont , à l'exemple de toutes les autres Provinces , consenti la transmutation des biens ecclésiastiques en domaines nationaux , malgré la perte qui en résultera pour quelques unes. Or , si aucune considération n'a été écoutée , lorsqu'il s'agissoit de se réunir , de se confondre dans le reste de la Nation Française , peut-on supposer qu'elles s'y refusassent , lorsqu'il s'agiroit du moindre de leurs sacrifices ?

2.º Il seroit juste , peut-être , et certainement facile , de leur accorder sur une autre perception , une diminution quelconque qui leur tint lieu du bénéfice qu'elles ont trouvé jusqu'ici dans le privilège de la culture du tabac ; bénéfice qui cependant deviendrait nul par le fait , comme il va être aisé de s'en convaincre.

3.º Les Provinces privilégiées jusqu'à cette époque n'ont pas , sans doute , la prétention de conserver un régime distinct ; celui que

l'on adoptera, soit de liberté, soit d'exclusion, sera désormais commun à toutes. Or, bien certainement il vaut mieux, pour l'intérêt de celles-ci, partager avec le reste de la France, la défense de cultiver le tabac, que si toute la France en partageoit le droit avec elles; car il est reconnu que cette production, dans le midi du Royaume, auroit une telle supériorité sur celle du nord, que ces mêmes Provinces, favorisées auparavant, seroient de ce moment les plus maltraitées.

4.^o Comme le Gouvernement, dans cette hypothèse, diminueroit d'un tiers environ le prix du tabac, ces Provinces, forcées maintenant, pour débiter celui de leur crû, de le mêler avec du tabac étranger, ou ne trouveroient plus aucun avantage dans la culture, si elles continuoient ce mélange; ou ne trouveroient plus d'acheteurs, si elles en faisoient l'économie.

Ainsi donc; c'est une erreur de croire qu'une prohibition utile à l'intérêt général, soit contraire aux principes du Gouvernement.

Et, c'est une autre erreur de craindre que certaines Provinces pussent ou voulussent mettre obstacle à cette prohibition; qui leur seroit moins nuisible qu'une entière liberté.

Cependant, malgré l'utilité du système, dont je viens de détailler et les inconvéniens prétendus et les avantages réels, on a tenté d'en indiquer un autre, qui ménageât à la fois les intérêts du trésor public et nos principes de liberté, si mal interprétés souvent !

On a proposé d'établir dans tout le Royaume la libre culture du tabac, en la soumettant, toutefois, à certaines règles, pour ne pas lui laisser prendre une extension exagérée. Puis, comme on ne peut se dissimuler que le tabac indigène a besoin du secours des tabacs étrangers, on réservoir au Gouvernement le droit de fournir exclusivement ceux-ci, de les fabriquer, de les vendre dans toute l'étendue de la France. On assuroit que cette vente, et les droits payés par eux à l'entrée du Royaume, rendroient à-peu-près moitié des produits actuels de la ferme du tabac, et pour couvrir l'autre moitié, on proposoit un impôt de remplacement.

Je ne trouvois malheureusement dans ce système qu'une réunion des défauts de tous les autres, sans aucun des avantages qui pouvoient les faire oublier.

J'y voyois premièrement, une prétendue liberté de culture, contrariée par des entra-

ves intérieures, pires que les prohibitions.

2.° Un privilège exclusif à côté d'une vente libre; ce qui est bien plus odieux qu'une exclusion totale.

3.° Un impôt de remplacement, dont nous avons reconnu toute l'injustice.

Aussi m'a-t-on assuré, même avant mon départ, que déjà on avoit renoncé entièrement à cette idée.

Quelle est donc celle adoptée par le Comité, dans son rapport d'hier? Je ne puis le deviner; mais j'oserai indiquer ici la marque distinctive à laquelle on pourra reconnoître si le plan, quel qu'il soit, est utile ou dangereux.

Oui, Représentans d'un grand Peuple que vous voulez rendre heureux, j'ose, au nom sacré de la Patrie, invoquer votre plus sérieuse attention sur ce que je vais dire. J'ose vous sommer de dépouiller ici toute prévention. Si l'on vous demande une culture libre, une vente libre, on vous propose, sans le vouloir, sans doute, de consacrer la plus grande des fautes politiques.

Représentez-vous le premier moment où la culture du tabac seroit rendue libre pour tout le Royaume; l'idée d'une prohibition de plu-

siècles, levée en un instant ; l'espérance d'un gain inconnu ; l'imagination exaltée par une fausse application de liberté ; l'attrait que toute chose nouvelle a pour nous ; avec quel empressement chacun se hâtera d'en user ? Dès le lendemain je vois la France entière métamorphosée en un champ de tabac , la funeste leçon de l'année dernière oubliée ; nos campagnes , qui suffisent à peine au blé nécessaire à leurs habitans , n'en portant pas un seul grain peut-être ; le Cultivateur , pauvre , expirant de faim auprès d'une récolte abondante , mais inutile ; et l'homme aisé , car il n'est déjà plus de riches , achevant sa ruine , et forcé d'échanger le peu d'or qui lui reste , contre les grains de l'étranger , qui ne manquera pas d'abuser de notre sottise et de nos besoins.

Le second danger , moins frappant , peut-être , pour les yeux de la multitude , mais non moins effrayant pour des hommes éclairés , c'est celui que j'ai seulement indiqué plus haut , et qui , dans une vente libre , résulteroit , pour les individus , de la falsification des tabacs , de leur fabrication vicieuse , des corps étrangers enfin , que l'avidité toujours égoïste , y pourroit introduire.

Qu'on se rappelle ce qui s'est passé en Bretagne il y a peu d'années ; quelles épreuves furent faites sur des tabacs , fabriqués , il est vrai , par la ferme générale , mais corrompus par ses débitans ; quels dangers furent reconnus dans les manœuvres coupables que ces derniers s'étoient permises ; quelle quantité de tabac fut aussi-tôt livrée aux flâmes , pour enlever de la consommation des matières pernicieuses. Or , si ces débitans , surveillés par une compagnie qui , par honneur premièrement , et pour son propre intérêt ensuite , doit être soigneuse de se montrer irréprochable , ont pu soustraire à sa vigilance des mélanges criminels et des matières empoisonnées ; de quoi ne peut-on pas supposer capable une multitude de vendeurs en détail , sans frein , sans règle , sans inspection , dont rien ne préviendra les désordres , et dont les bénéfices croîtront en proportion de leurs fraudes ? L'homme à son aise alors , achètera seul le tabac de bonne qualité ; mais le malheureux , qui verra le bon marché de près , et de loin seulement le danger , achètera des poisons et la mort.

Ce dernier mot doit être décisif. Que le Gouvernement néglige , s'il le veut , tout ce

qui tient au riche, il peut s'en rapporter à lui-même du soin de son individu ; mais le pauvre, que le présent occupe trop douloureusement pour qu'il pense à l'avenir ; le pauvre, qui n'a pas le tems de prévoir, parce qu'il a le besoin d'user ; c'est sur lui, c'est sur ses intérêts qu'il faut veiller sans cesse. Le Gouvernement est le tuteur que l'humanité lui donne ; il ne doit au riche que la justice ; mais il doit au pauvre la protection, le secours, et sur-tout une vigilance continuelle sur sa conservation.

F I N.

(55)